



HAL
open science

Entre illusion et aveuglement : la France face à la question lituanienne 1920-1923

Julien Gueslin

► **To cite this version:**

Julien Gueslin. Entre illusion et aveuglement : la France face à la question lituanienne 1920-1923 . Cahiers lituaniens, 2001, 2. hal-01405390

HAL Id: hal-01405390

<https://hal.science/hal-01405390v1>

Submitted on 29 Nov 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Au sortir de la première guerre mondiale, face à une opinion mondiale sceptique sur leur avenir, les trois Etats baltes sont parvenus à conjurer et la menace de l'impérialisme germanique et le spectre d'une invasion bolchevique.

Mais si l'Estonie et la Lettonie avaient été reconnues en janvier 1921, la Lituanie ne le serait qu'en 1922 : la querelle polono-lituanienne avait retardé la décision de la France et des grandes Puissances. Elles espéraient, que les deux pays arriveraient d'abord à un accord. Or toutes les tentatives avortaient, aucun des deux partis ne voulant reculer, d'où de nouveau l'idée d'une union entre les deux pays, capable de résister à l'emprise allemande. À travers les différents projets politiques proposés aux deux États, n'y avait-il pas la volonté française d'empêcher la constitution d'une Lituanie indépendante, censée devenir un jouet entre les mains de l'Allemagne ou de la Russie soviétique? De ce fait, la diplomatie française aspirait à créer une Fédération, qui respecterait la liberté des Lituanais, tout en donnant à la Pologne un contrôle de la politique du pays.

Or il faudrait démontrer, en quoi ces projets étaient irréalisables de par les principes mêmes, qui guident l'action française: le soutien toujours limité de la France à la Lituanie, le refus français de condamner les transgressions polonaises des différentes lignes de démarcation ne pouvaient qu'aviver les craintes lituaniennes. À terme, quel que soit le projet proposé, la Lituanie serait absorbée plus ou moins rapidement. Les dirigeants lituaniens, revendiquant toujours une Lituanie indépendante avec pour capitale Vilna, pouvaient être incités alors à se tourner en désespoir de cause vers l'Allemagne ou la Russie bolchevique. D'un autre côté l'importance stratégique de la Pologne obligeait la France à ménager celle-ci : or l'immense majorité de la classe politique et des masses polonaises était pour une annexion complète d'au moins le territoire de Vilna et s'opposait aux projets français d'autonomie pour Vilna ou de lien fédéral avec la Lituanie.

En ce sens la politique française était impuissante entre peurs lituaniennes et désirs polonais d'annexion. Mais n'était elle pas responsable en grande partie de cet état de fait ? L'échec complet de la politique française en 1923 (la Lituanie coupe toutes ses relations avec la Pologne) n'était-elle pas prévisible alors tant la diplomatie française semblait prisonnière de ses schémas tactiques: la volonté française de satisfaire les demandes polonaises sur Memel conduisit les Lituaniens, exaspérés à choisir la force et mettre la France devant le fait accompli. Cette dernière dut en contre partie des ambitions polonaises déçues reconnaître l'annexion de Vilna, ce qui conduisit à la rupture polno-lituanienne. La France était prisonnière d'un cercle vicieux, qu'elle avait créée et ne pouvait pas rompre. On étudiera successivement l'échec français à mettre fin à la querelle polno-lituanienne, l'échec des projets français de fédération et la tentative d'arriver à un accord, par la reconnaissance de la Lituanie puis enfin l'échec final de la politique française en 1923.

I/ Les relations franco-lituanienues et le conflit polono-russe:

Si l'évacuation des troupes allemandes avait permis un fragile apaisement des tensions entre la Pologne et la Lituanie, celles-ci ne tardèrent pas à reprendre. Les incidents ne tardèrent pas à se multiplier de part et d'autre de la ligne de démarcation. Les deux partis s'accusaient de plus mutuellement de persécutions contre leurs nationaux, qui se trouvaient du mauvais côté de la ligne. La France et les autres puissances alliées multiplièrent alors les avertissements : outre la mise en place d'une zone neutre, ils cherchèrent les Polonais de toute aventure en Lituanie. Le gouvernement français gardait donc les principes, qui avaient guidé le gouvernement précédent: créer une Pologne avec des territoires incontestablement polonais, ne pas étendre démesurément celle-ci à l'Est, avec l'idée toujours présente de réaliser un accord entre la Pologne et la Russie : d'où l'établissement d'une frontière polonaise orientale appelée plus tard « ligne Curzon » (la frontière actuelle de la Pologne), qui laissait Vilna en dehors du contrôle polonais. Les Alliés reconnaissaient ainsi implicitement l'existence d'une entité lituanienne qui ne dépendrait pas de l'administration polonaise. La reconnaissance de "l'indépendance de fait de la Lituanie" par le gouvernement français consacrait ainsi les efforts des Lituaniens, et en particulier celui du délégué Milosz auprès des autorités françaises. Derrière cet acte, il y avait la conviction, qu'il fallait soutenir l'effort lituanien contre l'influence allemande et donc ne pas inciter ceux-ci à chercher la protection de ces derniers, en laissant se continuer la lutte polno-lituanienne.

Or lorsque les troupes polonaises, après avoir déclenché les hostilités en avril 1920, commencèrent à reculer face aux troupes bolcheviques, le Quai d'Orsay tenta de profiter de l'occasion pour réunir les deux pays contre l'ennemi commun: il fallait donc éviter, que la Lituanie entre dans le conflit, suite à des avances bolcheviques. Or en échange de sa neutralité, le gouvernement lituanien souhaitait obtenir une

¹ Cet article est un résumé du dernier chapitre de mon travail : « La France et les pays baltes (1918-1923 »(conservé à la Sorbonne, à Vilnius et disponible auprès de l'auteur)

reconnaissance polonaise de son indépendance et de ses frontières ethnographiques. Or loin d'être conciliant, le gouvernement polonais ne se résolut à faire des avances aux Lituanais, que lorsque la situation devint désespérée (juillet), et que les troupes polonaises durent évacuer nécessairement les territoires contestés. L'assemblée nationale et le gouvernement lituanien furent reconnus comme organismes indépendants de fait début juillet. Et à la Conférence de Spa, le premier ministre polonais Grabski promit, en échange d'un soutien allié, de se replier sur la ligne Curzon, de signer immédiatement un armistice, et surtout de laisser Vilna aux Lituanais. Comme le soulignait l'ambassadeur français en Pologne, cela était bien trop. Face à l'entrée des troupes soviétiques en Lituanie, aux offres de reconnaissance et de cession de nombreux territoires, le gouvernement lituanien signa la paix le 12 juillet 1920 et opta pour « une stricte neutralité qui satisfaisait leurs revendications et leur évitait une guerre hasardeuse avec les troupes bolcheviques (quitte à fermer plus ou moins les yeux sur le transit temporaire de troupes soviétiques par le territoire lituanien).

Le "miracle de Varsovie" renversa de nouveau la situation: les troupes polonaises firent reculer les troupes bolcheviques de 400 kilomètres et furent rapidement en contact avec l'armée lituanienne, bien décidée à reprendre les territoires qu'ils avaient contrôlés du début de 1919 à juillet 1920. Le gouvernement Millerand avait été à l'origine de cette réaction polonaise victorieuse, en encourageant les Polonais à résister et à ne pas accepter les pourparlers de paix avec les Soviétiques (au contraire, les Anglais avaient incité les Polonais à faire la paix et proposé leur médiation): une aide française (armes et mission Weygand) permit aux Polonais de réussir leur contre-offensive, et d'éviter une paix jugée désastreuse, car menant à terme à une "bolchevisation du pays". Mais on chercha à convaincre le gouvernement polonais de "*respecter également les frontières de la Lituanie et de sa capitale Vilna, pour incliner ce pays vers la Pologne et compléter ainsi le système d'union des États baltiques, au lieu de la rejeter vers les Bolcheviks et les Allemands*".

Cependant le gouvernement français se refusait à toute pression énergique sur la Pologne dans ce domaine de peur de "froisser l'amour-propre polonais". De plus le trop grand laxisme lituanien voire la complicité pour certains vis à vis des troupes bolcheviques en pleine débacle suscitait de plus en plus de critiques.

La diplomatie française avait donc le mérite d'avoir bien compris les enjeux d'un conflit polno-lituanien et de vouloir éviter une nouvelle déception aux nationalistes lituanais: elle savait l'importance de Vilna pour ceux-ci. À la différence de son attitude de 1918, elle reconnaissait l'existence nationale lituanienne et on pensait, qu'à condition de respecter ses frontières ethnographiques, la Lituanie, délivrée de ses craintes, pourrait se rapprocher d'une Pologne, capable de faire des concessions. On tirait en fait les leçons de la guerre polno-russe et des crises polno-lituanien. Or c'est sur ce dernier point, que tout bloquait. Le gouvernement français avait comme interlocuteur des gouvernements polonais faibles qui ne pouvaient pas résister à la pression de l'opinion et du Parlement, et au prestige du Maréchal Pilsudski: personne ne résignait à abandonner une ville jugée polonaise à un État que l'on jugeait entre les mains des Allemands et des bolcheviks, et à un peuple, toujours subordonné dans un passé récent à la Pologne ou à la noblesse polonaise. Dès lors, tôt ou tard, un nouveau conflit devait éclater et les appels de Georges Leygues (président du Conseil depuis septembre 1920) à la "sagesse et à la loyauté polonaise" (rappel des assurances données par Grabski la conférence de Spa) étaient illusoires.

La diplomatie française réussit d'abord dans un premier temps à éviter un conflit. Après une forte pression diplomatique, les troupes polonaises cessèrent leur avance et une ligne de cessez-le-feu fixé sous l'égide de la SDN. Polonais et Lituanais entamèrent alors des négociations (Conférence de Kalvaria et Suwalki), qui aboutirent à la signature d'une convention le 7 octobre, qui fixait partiellement la ligne de démarcation entre les deux pays: celle-ci n'était pas tracée dans la région de Vilna, car on attendait l'évacuation complète des troupes bolcheviques. Le danger d'un conflit semblait écarté, quand brutalement le général Zeligowski, à la tête d'unités composées de Polonais et d'habitants de la région de Vilna, franchit la ligne de démarcation et occupa Vilna. Peu de temps auparavant, il avait envoyé sa démission et déclaré qu'il retournait dans son pays. En fait Zeligowski avait suivi les instructions de Pilsudski, qui voulait ramener Vilna dans le giron polonais. L'occupation polonaise allait créer la question de Vilna et empêcher toute entente polno-lituanienne.

II/La question de Vilna et les projets français de fédération polno-lituanienne:

La nouvelle du "coup" polonais provoqua de vives réactions, tout particulièrement dans les chancelleries européennes, qui voyaient la Pologne renouer avec ses "vieux démons" et recréer un foyer de désordres à l'Est de son territoire. Les représentants alliés en Pologne demandèrent alors au gouvernement polonais de réprouver officiellement l'action de Zeligowski qui avait atteint le prestige de la SDN. Or si le gouvernement désavoua formellement l'action de Zeligowski, il refusa d'intervenir contre ce dernier et apporta son soutien implicite, en rappelant les menées bolcheviques tolérées en Lituanie, la terreur contre les Polonais. La volonté de Pilsudski de démissionner alarma alors les Français qui craignaient un affaiblissement interne de leur allié stratégique de l'est. De plus la

Le retour de la menace polonaise, la peur de voir les Alliés cautionner ou soutenir secrètement la cause polonaise entraînaient le gouvernement lituanien à chercher des contacts du côté de l'Allemagne et de la Russie bolchevique: la mission militaire en Lituanie faisait état de la présence de plus en plus importante de volontaires allemands isolés dans les troupes lituanien, de l'influence du représentant soviétique en Lituanie et l'enthousiasme de la population polonaise lors de l'entrée de Zeligowski à Vilna. Beaucoup de diplomates

partageaient les stéréotypes parlant d'un Etat artificiel (fruit de l'ambition de quelques intellectuels germanophiles et du clergé lituanien antipolonais) et inviable (car obligé de s'appuyer sur un puissant voisin contre un autre). Pour éviter que la Lituanie devienne consciemment ou non un « instrument » de la politique allemande destruction de la Pologne, il fallait créer des "liens à déterminer" entre la Pologne et la Lituanie, qui "respecterait la personnalité lituanienne", tout en donnant à la Pologne la direction des affaires extérieures. On enterrait ainsi définitivement l'idée d'un rattachement plus ou moins hypothétique de la Lituanie à une Russie reconstituée: on espérait en fait toujours mettre fin aux rivalités de Varsovie et de Kowno (la région de Vilna aurait eu un statut particulier au sein de la fédération) et arriver à créer une barrière efficace entre l'Allemagne et le bolchevisme. Quels que soient les projets (fédération entre les deux pays, laisser Vilna à la Lituanie en échange d'une union étroite entre les deux pays), les principes de la politique française (les Anglais voulaient mener la même politique) restaient les mêmes: arriver à créer une entité politique forte, stable et résolument germanophobe. On était contre une politique polonaise annexionniste, qui aurait permis à l'Allemagne de déstabiliser le nouvel État, en soutenant les revendications des Lituaniens opprimés. La diplomatie française chercha ainsi à mettre en application ces principes, à travers l'action de la SDN dans la question de Vilna: le conflit entre les deux partis pouvait se révéler bénéfique d'une certaine manière aux yeux des Français en permettant la promotion de projets, les satisfaisant.

La SDN proposa la tenue d'une consultation populaire dans les territoires incriminés, qui serait effectuée sous contrôle international. Le gouvernement français soutint ce mode d'action, en pensant que les Polonais en sortiraient vainqueurs et qu'on aurait ainsi un précieux atout pour forcer les Lituaniens à négocier avec les Polonais, en vue de la constitution d'une fédération. Cependant le projet avorta du fait des difficultés d'organisation d'une telle consultation (réticences des puissances, difficultés de délimiter un territoire) et de la mauvaise volonté des deux partis (volonté des Polonais de ne pas réduire les effectifs de Zeligowski, désir des Lituaniens de se soustraire aux aléas de la consultation, en invoquant leur crainte d'un danger soviétique).

Constatant l'échec de la procédure, la SDN décida d'initier un cycle de négociations lituano-polonaises en présence d'un membre de son Conseil, le ministre des affaires étrangères belge Paul Hymans. Suite aux propositions de Sapieha, la France inspira les bases de l'avant-projet, qui devait être accepté par les deux parties comme base de discussions. On proposait de créer une Lituanie, séparée en deux cantons (Kowno et Vilna) ayant chacun leur diète et nommant des délégués pour le règlement des questions communes. La Pologne et la Lituanie devaient se rapprocher, en ayant une politique étrangère et militaire commune grâce à un système de délégations et se concerter pour les affaires économiques et financières communes. Le projet Hymans, présenté en juin 1921, permettait, selon Briand (président du Conseil depuis janvier 1921), de ménager les susceptibilités, tout "en amorçant une fédération, sans le dire". "Le temps fera son oeuvre". Or malgré tous les efforts français, faisant miroiter aux Lituaniens la cession de Memel, cherchant à convaincre les Polonais de dissiper l'effet fâcheux du coup de Zeligowski, aucun des deux partis ne se résolut à accepter le projet. Le 22 octobre 1920, le Conseil de la SDN dut se contenter de recommander le projet aux deux parties, en leur laissant la liberté de répondre positivement ou négativement, ce qui du fait de l'opposition conjointe des deux pays revenait à enterrer le projet Hymans.

La diplomatie française se révélait donc impuissante à faire triompher ses vues et à dissiper les préventions entre les deux parties. Les Lituaniens n'étaient pas prêts à sacrifier leur indépendance pour un système, qui leur laissait finalement bien peu de libertés, car les projets d'union entre les deux pays laissaient, comme on l'a vu, la part belle aux Polonais. Le gouvernement français devait finalement toujours veiller à conserver l'alliance franco-polonaise, et restait sur ses gardes face à l'État lituanien. Le représentant français à Kowno, Padovani, plein d'illusions, critiquait l'action des dirigeants lituaniens, pratiquant « le favoritisme, la concussion, le laisser-aller dans l'administration » au contraire d'un peuple "paisible, vivant en paix avec les éléments polonais, germanophobe, mais ignorant et ne pouvant critiquer l'action de dirigeants, dont le centre de culture était Berlin".

Or la France, au sein de la SDN, se trouvait de plus en plus isolé. D'une part les délégués polonais avaient été très maladroits au cours des négociations et avaient gardé des positions rigides et peu conciliantes (contrairement aux délégués lituaniens qui acceptaient habilement le principe du plan tout en présentant des amendements (qui le transformait en fait complètement...)).

D'autre part les désaccords entre l'Angleterre et la France étaient de plus en plus importants: pour un diplomate français, l'Angleterre " *faisait le siège de la Pologne et travaillait à la démanteler peu à peu* " : elle voulait " *se subordonner les petits États, et notamment les États baltiques et s'en servir comme ponts vers la domination du Nord, contre la Pologne, avec ou contre les Soviétiques selon les circonstances* ".

De ce fait, en réaction, le gouvernement renforça son soutien à la Pologne même pour des affaires secondaires pour lui comme Vilna (contrairement au problème de la Haute-Silesie Briand rappelait que les Lituaniens étaient incapables ni de faire prévaloir par la force leur droit sur Vilna, "ni vraisemblablement de se baser sur la volonté des populations". On devait laisser la région de Vilna aux Lituaniens, seulement si des liens solides avec la Pologne mettaient en échec l'influence allemande: plus que le problème du degré d'autonomie de Vilna et son incorporation dans l'État lituanien, les diplomates et les militaires voulaient surtout éviter, que la Lituanie ait une frontière orientale avec la Russie et donc fournir selon eux à l'Allemagne une voie de transit toute naturelle pour communiquer avec les Bolcheviques. De ce fait il fallait renouer avec la tradition historique de l'union. Dès lors

suite à l'éche des négociations, la France manœuvra avec succès pour bloquer toute forme de reprobation de l'attitude polonaise. Cependant elle dut s'incliner devant la volonté de la majorité des membres de la SDN d'admettre la Lituanie, au côté des autres pays baltes, en son sein (22 septembre 1921). L'abstention française lors du vote provoqua d'ailleurs un flambée de francophobie en Lituanie.

Or la France n'était pas payée de retour du côté polonais: ses efforts pour amener les Polonais à un minimum de concessions envers les Litvaniens restèrent vains. Sapieha dut démissionner en juin 1921, quand la commission des affaires étrangères de la Diète polonaise mit en cause sa politique. L'opinion polonaise devenait de plus en plus favorable à une annexion pure et simple de la région de Vilna, conformément au vœux des populations polonaises de la région. Face à cet état de fait, le gouvernement français se résolut à défendre une solution, qui plaçait la région de Vilna dans le giron de la République polonaise, tout en lui accordant une très large autonomie: il espérait par ce biais arriver à persuader la Lituanie de signer un accord avec la Pologne, lorsqu'elle serait convaincue de ne plus pouvoir annexer Vilna.. Or la Diète polonaise, soutenant les revendications des délégués polonais de la "Lituanie centrale" (élus à l'issue d'une consultation douteuse), se prononça pour le rattachement et provoqua la démission du ministre des affaires étrangères Skirmunt, qui avait cherché à satisfaire les demandes françaises. Le 26 mars 1922, la Diète votait l'Acte d'union de la région de Vilna à la République polonaise: la région de Vilna devenait une simple province, sans diète (accueil des membres de la Diète de Vilna comme membre de droit de la Diète polonaise) et dont la constitution serait élaborée par le gouvernement central.

La politique française subissait donc un échec cinglant, puisque ses projets ne pouvaient pas satisfaire des opinions, crispées sur leur revendications nationales antagonistes: l'intransigeance polonaise, la méfiance des Litvaniens la conduisaient à défendre des projets, qui ne pouvaient satisfaire personne. Mais le Quai d'Orsay restait fidèle à sa politique et voulut de nouveau promouvoir un rapprochement litvano-polonais en convaincant les Litvaniens d'accepter la perte de Vilna.

III/ La reconnaissance française de la Lituanie(1922):

Jusqu'au début de 1922, la diplomatie française s'était toujours refusée à reconnaître de jure la Lituanie. Le 26 janvier 1921, lors de la séance, qui devait déboucher sur la reconnaissance de l'Estonie et de la Lettonie, on avait ajourné le processus de reconnaissance, en affirmant, qu'il était préférable d'attendre la résolution de la question de Vilna par la SDN: on ne pouvait pas en effet reconnaître un État, dont les frontières n'étaient pas définies. En vérité la France ne croyait pas en l'existence de l'État lituanien, et espérait reconnaître non une république lituanienne indépendante mais une fédération polno-lituanienne. De ce fait la diplomatie française avaient répondu négativement aux demandes litvaniennes de reconnaissance (pour ces derniers, il était important de pouvoir justement mener des pourparlers dans l'équité). D'après eux, les Litvaniens, forts de cette caution internationale, auraient pu estimer, qu'ils pouvaient se passer d'une union avec la Pologne. En fait la France était dépendante de l'état d'esprit polonais: si la France reconnaissait la Lituanie, elle aurait à souffrir de la colère polonaise et la situation ne changerait nullement pour la Lituanie, la France ayant seulement perdu son influence sur le gouvernement polonais. Or la politique française se devait de maintenir son alliance pour "des considérations bien supérieures qui touchent à l'équilibre européen et à la nécessité d'opposer une digue à l'Allemagne". Au contraire la diplomatie française pensait n'avoir rien à attendre de la Lituanie et ne lui devons que la justice en nous efforçant d'empêcher la Pologne de la brimer". " Nous devons rester dans l'expectative". Or la position française commençait à être de plus en plus délicate, l'Angleterre étant ouvertement pour une reconnaissance de l'indépendance lituanienne. De plus l'admission à la SDN obligeait le Quai d'Orsay à faire des "jongleries juridiques", en affirmant que l'État lituanien était reconnu de jure mais le gouvernement lituanien comme un simple gouvernement de fait.

Or en ce début d'année 1922, la situation sembla évoluer: en Lituanie, un nouveau gouvernement, dirigé par Galvanauskas fut formé et constata les "résultats désastreux de la politique du précédent gouvernement". Lors d'une visite à Paris, le nouveau président du conseil lituanien affirma sa volonté d'améliorer les rapports entre la Pologne et la Lituanie et se rapprocher de la France pour lutter contre l'influence allemande: les tensions entre l'Allemagne et la Lituanie commencèrent à se développer (question de Memel, retrait du Mark-Ost, monnaie lituanienne liée à la monnaie allemande, etc). Galvanauskas demandait de ne pas obliger le gouvernement lituanien à des négociations prématurées pour reconnaître la souveraineté polonaise sur Vilna. On insistait surtout pour une reconnaissance rapide et la cession de Memel à la Lituanie.

Poincaré fut sensible à ses arguments surtout au moment où le traité de Rapallo rendait de plus en plus nécessaire une entente polno-lituanienne: il fallait donc tenter, que l'annexion de Vilna par la Diète soit compensée aux yeux des Litvaniens par une "satisfaction morale". Suite à l'acceptation polonaise, soucieuse d'utiliser l'influence française, les négociations commencèrent entre les puissances alliés et la Lituanie.

Parallèlement à leurs démarches politiques, les Litvaniens s'offrirent de favoriser la pénétration commerciale et financière française en Lituanie (signature d'une convention économique, création d'une banque d'émission franco-lituanienne, négociations pour la concession de chemins de fer et d'électricité. Enfin le gouvernement lituanien demandait l'envoi d'instructeurs français pour l'armée lituanienne et la réservation par le gouvernement

français d'un certain nombre de place dans les écoles militaires française. Comme dans les autres pays baltes, la France semblait pouvoir "marquer des points" dans sa lutte politique, économique et culturelle avec l'Allemagne.

Malheureusement les Britanniques voulaient absolument, que le Niemen soit internationalisé (depuis Grodno). Cette condition fut très mal interprétée par les Lituaniens: la Pologne, en tant qu'Etat riverain, aurait fait partie du Conseil international (chaque Etat riverain en était membre), qui administrerait la navigation sur le Niemen et ferait ainsi reconnaître implicitement ses droits sur la région. Dès lors les négociations s'enlisèrent et il fallut attendre le 14 décembre 1922 la reconnaissance juridique des Alliés (ceux-ci refusaient de se prononcer sur les arguments apportés par le gouvernement lituanien, pour ajourner les mesures, assurant l'internationalisation du Niemen).

Les tractations laborieuses, qui avaient débouché sur cette reconnaissance, avaient vite ranimé la méfiance lituanienne vis à vis des dispositions alliées, et cela d'autant plus que les Alliés semblaient vouloir donner à la Pologne une série de concessions économiques à Memel, la seconde grande revendication lituanienne. La Lituanie semblait de plus en plus se demander, s'il valait le coup de se rapprocher des Alliés et en particulier de la France.

IV/L'échec complet de la politique française:

. Le territoire de Memel² avait été détaché de l'Allemagne et administré par les Alliés depuis 1920, conformément au traité de Versailles: depuis janvier 1920, le haut-commissaire français Petisne administrait le territoire, en compagnie d'une petite force armée. Les Alliés avaient refusé jusque là de donner ce territoire aux Lituaniens, car ceux-ci n'étaient pas reconnus par les Puissances alliées. De plus Memel étant par l'intermédiaire du Niemen le débouché maritime de la Pologne orientale, les Français étaient soucieux de donner des facilités à la Pologne et de compenser l'échec de Dantzig. Il rejetait la solution de l'Etat libre, pourtant préconisée par les Polonais. Poincaré refusait également une annexion pure et simple à la Lituanie, compte tenu de l'attitude lituanienne vis à vis de la Pologne (problème du transit). Il préconisait donc de reconnaître la souveraineté politique lituanienne, tout en concédant une certaine autonomie administrative et financière au territoire (respect du particularisme memelois) et en accordant des "droits spéciaux". À la fin de 1922, lorsque la Lituanie fut sur le point d'être reconnue, une commission d'études commença à travailler, pour fixer le sort futur du territoire. Or les Lituaniens eurent de plus en plus l'impression, que la solution proposée allait encore permettre le triomphe des revendications polonaises. Début décembre 1922, le Quai d'Orsay mentionnait, que la décision prochaine du statut de Memel ne prendrait pas en compte entièrement les desirata lituaniens et pour ne pas être taxé de parti pris par les Lituaniens, il fallait accélérer le processus de reconnaissance.

Or après l'échec de Vilna, le gouvernement lituanien ne voulait à aucun prix composer avec les Polonais à propos d'un territoire comme Memel, qui avait un intérêt stratégique important mais aussi cristallisait les ambitions déçues du patriotisme lituanien. Il décida donc secrètement d'organiser une "insurrection" à Memel: il prétendrait ne rien connaître du mouvement, mais soutiendrait officieusement celui-ci, en le laissant agir, et en lui fournissant, avec l'aide des Lituaniens d'Amérique, argent, armes, munitions. Malgré les avertissements des services de renseignement français, l'insurrection éclatait le 9 janvier 1923: une troupe de 1500 paramilitaires prit le contrôle sans grande résistance du territoire (pas de résistance de la police locale ni de la population allemande) et appuya la formation "d'un Comité de secours à la Petite Lituanie" à Heydekrug. Le 15, Memel était investi et le nouveau pouvoir contrôlait l'ensemble du territoire.

Face à ces événements, la protestation française fut d'abord violente: Poincaré exigea, que le gouvernement lituanien fasse réintégrer à tous ses sujets le territoire lituanien: outre l'envoi de navires, une commission extraordinaire, dirigée par le diplomate français Clinchant fut envoyée pour rétablir l'ordre. Cependant compte tenu de la disproportion des forces, il demanda à Petisne de ne pas engager les troupes françaises dans les combats, qui pouvaient éclater. Devant la mauvaise volonté du gouvernement lituanien, qui reconnaissait le nouveau pouvoir, Poincaré somma le gouvernement lituanien d'obéir: en cas de refus, on menaçait le gouvernement lituanien de signaler son attitude à la SDN et de rompre en conséquence les relations diplomatiques. Celui-ci répondit de manière dilatoire, en affirmant que l'opinion publique lituanienne ne pouvait supporter la germanisation du territoire et que le gouvernement n'avait aucune autorité morale sur les insurgés. On accusait enfin les gouvernements de l'Entente d'accorder trop de crédit à "certaines influences".

Le gouvernement français se trouvait donc impuissant à remettre "le fait établi en cause", comme cela avait été exactement le cas lors du coup de Zeligowski. De plus arrivé à Memel, Clinchant informait Poincaré, qu'il faudrait des renforts considérables pour reprendre par la force Memel: or d'une part le gouvernement français n'avait pas envie, en pleine opération de la Ruhr, d'organiser une nouvelle expédition, dont le coût humain et financier serait exorbitant compte tenu de l'intérêt stratégique mineur du territoire pour la France; d'autre part les autres gouvernements alliés se refusaient à prêter leur concours à un telle opération.

Poincaré changea donc de tactique et rappela le 2 février à Galvanauskas, que les Puissances s'apprêtaient à rendre une décision, favorable aux aspirations lituaniennes (à condition d'accorder une autonomie

² Sur la France et Memel (1918-1923), voir mon intervention faite à la Sorbonne en janvier 2000 et à Jussieu en janvier 2001, en voie de communication.

au territoire et de favoriser le transit) mais le transfert ne pourrait se faire que dans l'ordre et le calme. Dès lors, ayant obtenu ce qu'il voulait, le gouvernement lituanien se montra conciliant et organisa le retour de ses nationaux et aida à la transformation d'une partie des insurgés en "force de police. Le 16 février, prenant acte du respect du gouvernement lituanien envers les engagements contractés, et rappelant les termes de l'article 99 du traité de Versailles, les gouvernements alliés décidèrent de transférer à la Lituanie la souveraineté de Memel (à condition d'accorder une certaine autonomie, de garantir le libre transit, et de rembourser les frais de l'occupation alliée).

Or si le gouvernement lituanien avait vu ses revendications satisfaites, la Pologne se sentait trahie par la France. Tout au long de la crise, le gouvernement français avait demandé au gouvernement polonais de ne pas intervenir et de ne pas contrarier l'action de l'Entente. Vu l'attachement de l'opinion polonaise d'une question "bloquée depuis deux ans", Poincaré accepta "de donner une compensation" à la Pologne dans la question de Vilna « dont la permanence constituait un danger »: "n'ayant plus à ménager le gouvernement de Vilna, on pouvait ainsi donner satisfaction aux Polonais.

De ce fait après avoir obtenu l'acceptation des Puissances alliées, la France demanda, que la SDN remette aux Alliés le soin de régler la question de Vilna. Les Lituaniens commençant à s'agiter, la France demanda à la Pologne de ne pas répondre aux « provocations lituaniennes », qui entraîneraient la Pologne dans un conflit, où la Lituanie aurait eu le soutien de l'Allemagne. La diplomatie française rappelait, que celle-ci avait ostensiblement sacrifié ses intérêts à Memel pour conserver l'amitié de la Lituanie, dont l'importance militaire et économique serait grande" le jour où la politique de désordre et de destruction esquissée à Rapallo, deviendrait une menaçante réalité".

La France revenait finalement aux vieux préjugés, selon lesquels l'opposition entre les deux nations n'était que le fruit de l'action du G.Q.G. allemand. On exaltait au contraire le souvenir de l'union polno-lituanienne, "élément incomparable de force et de stabilité dans l'Est de l'Europe"

Le 15 mars 1923, s'appuyant sur l'article 87 du traité de Versailles (droit des Alliés de déterminer les frontières polonaises), la possession de Vilna était reconnue en droit aux Polonais. À l'annonce de la nouvelle en Lituanie, l'indignation gagna l'ensemble de l'opinion publique. Le gouvernement lituanien refusa de reconnaître la décision alliée et décida de couper toutes ses relations avec la Pologne et ses communications avec le territoire polonais. Cet état de choses allait durer quinze ans et être finalement le signe concret de l'échec complet de la politique française.

En 1923, la perception française de la Lituanie semblait avoir retrouvé ses accents de 1918: Padovani, le représentant français à Kowno, décrivait l'anarchie politique du gouvernement de Kowno et stigmatisait l'impéritie des dirigeants de Kowno. En fait la politique française avait eu sa part de responsabilité dans la création du conflit polno-lituanien: elle avait exploité le nationalisme polonais pour son propre profit et avait été incapable de ramener celui-ci à plus de modération. Elle avait contribué les Lituaniens à rechercher en désespoir de cause le soutien d'une Puissance, qui les avait pourtant exploités pendant quatre ans, en étant incapable d'apporter un soutien clair à l'existence nationale lituanienne. L'échec définitif de l'idée d'une entente polno-lituanienne, et au contraire le maintien de l'hostilité existant entre les deux peuples marquaient les limites d'une politique, basée sur des considérations stratégiques et ayant négligé la puissance de nationalismes souvent antagonistes.